

Communiqué de presse de l'AFPS : Gaza, cible de la violence israélienne

Paris, 20 janvier 2008

Comme chaque fois qu'on parle de paix au Proche-Orient, on assiste dans les territoires palestiniens occupés à une nouvelle escalade de la violence israélienne.

Entretenir la violence semble nécessaire à la politique israélienne pour présenter les Palestiniens comme des terroristes et les opérations militaires visant à écraser les Palestiniens comme un combat contre le terrorisme.

Depuis la réunion d'Annapolis – « réunion de paix » – ce sont 150 Palestiniens qui ont été assassinés par l'armée d'occupation, la plupart dans la bande de Gaza et parmi eux de nombreux civils et des enfants (50%). Chiffres auxquels il convient d'ajouter les malades - 70 – décédés parce qu'empêchés de franchir les passages autorisés. On ne compte plus les blessés ni les destructions.

Le gouvernement israélien, après avoir déclaré la bande de Gaza « entité hostile », lui livre maintenant « une guerre sans limites et sans merci », pendant qu'Olmert et T.Livni prétendent mener des négociations de paix avec l'Autorité palestinienne. Cette stratégie de provocations – suivies de réactions - démontre une fois de plus la volonté israélienne d'empêcher l'aboutissement de tout pourparler de paix.

C'est ainsi qu'après avoir effectué de nombreux raids meurtriers cette semaine (37 morts dont des enfants, en 5 jours), le gouvernement israélien a décidé de fermer tous les passages avec la bande de Gaza.

Territoire minuscule, misérable et surpeuplé où vivent - survivent - 1,5 millions de Palestiniens, la bande de Gaza subit depuis des mois un blocus criminel de la part d'Israël : tous les produits de première nécessité (lait, farine, médicaments, sous-vêtements, carburant, électricité...) ne passaient plus qu'au compte-goutte, désormais ils ne passent plus du tout. La sécurité alimentaire et médicale n'est plus assurée. Il y a pénurie d'eau potable, et même de cercueils... Même les convois des Nations unies ne passent plus.

Le secrétaire général adjoint de l'ONU aux affaires humanitaires dénonce le « caractère inacceptable et moralement injustifiable » de cette décision.

Seuls passent les missiles, obus, tanks, F16, drones israéliens.

Face à cette situation qui constitue une violation grave des Conventions de Genève, du droit humanitaire, et un crime de guerre, la France a appelé Israéliens et Palestiniens « à la retenue », et G. Bush a qualifié de « légitime défense », les raids de l'aviation israélienne.

Les tirs de roquettes artisanales sur Sdérot ne sauraient justifier qu'une population civile toute entière soit prise en otage par un Etat surpuissant qui refuse depuis 60 ans d'appliquer le droit international

L'AFPS condamne vigoureusement cette escalade criminelle contre les civils palestiniens sans défense.

Elle demande instamment au président de la République française et à son gouvernement d'intervenir fermement auprès du gouvernement israélien pour qu'il mette fin immédiatement à ses attaques contre la bande de Gaza.

Elle demande que cesse immédiatement le siège meurtrier de Gaza.

L'AFPS demande que l'UE sanctionne l'Etat israélien par la suspension des accords UE / Israël, conformément à l'article 2 desdits accords, tant qu'il se rendra coupable de violations du droit international.

Elle demande - une fois de plus - l'envoi d'urgence d'une force d'interposition et de protection de la population civile palestinienne, sous contrôle des Nations unies.

AFPS, Paris, 20 janvier 2008

Association France Palestine Solidarité

21 ter rue Voltaire

75011 Paris France

0143721579

E-mail : afps@france-palestine.org

Site : www.france-palestine.org